Collège d'autorisation et de contrôle
Avis n°4/2001

Objet : Contrôle des obligations de TVi pour l'exercice 1999

1. INTRODUCTION

L'avis du Collège d'autorisation et de contrôle, en exécution de l'article 21 §1, 8° du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, se fonde sur le rapport de vérification comptable, l'examen des rapports de l'opérateur et du Service général de l'audiovisuel et des multimédias du Ministère de la Communauté française de Belgique en matière de coproductions et commandes de programmes, en distinguant les dispositions qui figurent dans le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, dans le protocole d'accord du 17 août 1994 et dans la convention du 6 janvier 1997.

2. PRODUCTION PROPRE

- En temps de programmation (articles 1^{er} 10° et 16 3° du décret)

TVi, en exécution du décret, doit assurer 20 % au moins de production propre dans sa programmation.

TVi déclare avoir consacré aux productions propres en 1998 :

Rediffusion comprise :	
Nombre d'heures produites par l'organisme:	2.497 heures
Total antenne:	10.096 heures
soit 24,7 % de sa programmation	
Hors rediffusion:	
Nombre d'heures produites par l'organisme:	2.079 heures
Total antenne:	8.942 heures
soit 23,2 % de sa programmation	

- En montants financiers (article 2 de la convention)

Le budget annuel moyen de production propre de programmes étant pour les années 1993,1994 et 1995 de 720 millions BEF, TVi s'est engagé à affecter à ce poste, annuellement et pour la durée de la convention, une somme au moins équivalente à ce montant, adapté, chaque année, au 1^{er} janvier et pour la première fois le 1^{er} janvier 1998, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires de TVi, tel que défini à l'article 4, constatée entre la troisième année et la deuxième année précédant l'année d'exercice de la convention.

Le montant des engagements pour l'exercice 1999 s'élève à 778.940.928 BEF au moins. L'opérateur déclare avoir consacré une somme de 1.114.717.358 BEF aux productions propres.

3. MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE CULTUREL DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE (article 16, 4^o du décret et article 11 de la convention)

TVi doit, en exécution du décret, mettre en valeur dans ses programmes le patrimoine culturel de la Communauté française, notamment dans ses différents aspects régionaux.

TVi s'est engagé, dans la convention, à assurer, à la demande du Gouvernement et selon des modalités qui seront définies dans un avenant, la promotion des manifestations culturelles de la Communauté française en mettant à la disposition de celle-ci, annuellement, des espaces promotionnels pour une valeur de 25 millions, adaptés, chaque année au 1^{er} janvier et pour la première fois le 1^{er} janvier 1998, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires de TVi, tel que défini à l'article 4, constatée entre la troisième année et la deuxième année précédant l'année d'exercice de la convention.

Aucun avenant à la convention n'a été conclu en 1999.

4. PRESTATIONS EXTÉRIEURES (article 3 de la convention)

Le budget annuel moyen des prestations extérieures étant pour les années 1993, 1994 et 1995 de 120 millions BEF, TVi s'est engagé à affecter à ce poste, annuellement et pour la durée de la convention, une somme au moins équivalente à ce montant, adapté, chaque année au 1^{er} janvier et pour la première fois le 1^{er} janvier 1998, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires, tel que défini à l'article 4, constatée entre la troisième et la deuxième année précédant l'année d'exercice de la convention.

Le montant à atteindre est de 129.823.488 BEF au moins.

Les dépenses de l'exercice sont comptabilisées par l'opérateur à un montant de 250.916.505 BEF. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel retient le montant de 164.625.224 BEF considérant que les honoraires d'avocat et d'audit ne sont pas éligibles au titre de l'article 3 de la convention.

5. COPRODUCTIONS ET COMMANDES DE PROGRAMMES (article 4 de la convention)

Pour rappel, à partir de l'exercice 1993, les modalités d'application de l'engagement de TVi en matière de coproduction sont fixées dans le protocole d'accord de 17 août 1994 entre la Communauté française, la société TVi et les associations professionnelles.

La nouvelle convention confirme et précise le dispositif prévu dans ce protocole.

5.1. Coproduction (article 4 § 1)

TVi s'est engagée à affecter annuellement à la coproduction une somme fixée à 2,2 % de son chiffre d'affaires brut de l'année précédente (à savoir le montant des recettes brutes facturées, commissions et sur-commissions non déduites par la régie publicitaire de TVi, ou à défaut de régie par TVi, pour l'insertion de messages de publicité commerciale, non commerciale, régionale et de parrainage dans les programmes de TVi).

L'engagement à rencontrer par TVi pour l'exercice 1999 s'élève à 85.998.597 BEF. Ce montant résulte des éléments suivants:

- montant de base 1998 : 90.206.883 BEF
(2,2 % du chiffre d'affaires qui s'élevait, en 1998, à 4.100.312.880 BEF)
- excédent d'engagement en 1998 : - 4.208.286 BEF

Le Comité d'accompagnement a pris en considération, à titre de montant éligible pour la réalisation des obligations, la somme de 87.525.000 BEF ; les montants excédentaires réalisés en 1999, soit 1.526.403 BEF, pourront être déduits des engagements à exécuter en 2000.

5.2. *Commande de programmes* (article 4 § 2)

Le montant fixé par convention s'élève à 43.274.496 BEF. Ce montant résulte du montant de l'obligation de 42.880.000 BEF, augmenté au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires de TVi constatée entre les années 1996 (3.790.667.099 BEF) et 1997 (3.825.714.599 BEF), soit une progression de 0,92 %. Un excédent de 2.144.000 BEF peut être pris en considération pour l'exercice 1998 et déduit des obligations à exécuter en 1999. L'engagement à rencontrer se chiffre à 41.130.496 BEF.

TVi déclare effectuer des commandes de programmes, produits ou coproduits par des producteurs indépendants de la Communauté française, à concurrence de 60.238.400 BEF.

Dans son rapport de synthèse transmis au Conseil supérieur de l'audiovisuel le 11 décembre 2000, le Comité d'accompagnement a marqué son accord sur des engagements pour un montant total de 56.738.200 BEF, sous réserve de vérification d'un contrat (« Souriez, vous êtes filmés »).

6. COPRODUCTIONS OU PRESTATIONS EXTÉRIEURES

(article 16, 5° du décret)

Selon les modalités fixées par l'Exécutif, conclure à concurrence de 5 % au moins de sa programmation des accords de coproduction en langue française ou des contrats de prestations extérieures avec des personnes physiques ou morales établies dans la région de langue française, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, ou ailleurs dans la Communauté européenne. L'Exécutif peut fixer un pourcentage supérieur.

Selon d'autres modalités fixées par l'Exécutif, conclure à concurrence de 2 % au moins de sa programmation des accords de coproduction ou des contrats de prestations extérieures avec des personnes physiques ou morales établies dans la région de langue française, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ou ailleurs. L'Exécutif peut fixer un pourcentage supérieur.

Le Collège d'autorisation et de contrôle prend acte des déclarations de TVi qui constituent des estimations et ne permettent pas de véritable contrôle.

7. INFORMATIONS

(articles 16, 6°, 7° du décret, 10, alinéas 2 et 3 de la convention)

TVi doit compter parmi les membres de son personnel un ou des journalistes professionnels, ou une personne ou des personnes travaillant dans des conditions qui permettent de le devenir, conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel.

TVi doit établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et s'engager à le respecter.

TVi s'engage à diffuser deux éditions quotidiennes d'information d'au moins 20 minutes. Ces journaux d'information sont réalisés en production propre par des journalistes professionnels au sens de la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection de titre de journaliste.

TVi communique au Gouvernement annuellement un rapport, distinct du rapport visé à l'article 17, sur ses émissions d'information et sur l'exécution du règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information.

L'opérateur a transmis, le 4 janvier 2001, un document intitulé « Rapport spécial relatif aux émissions d'information et aux applications du code déontologique prévu aux articles 10 et 13 de la convention du 6 janvier 1997 » contenant différentes informations concernant l'organigramme de la rédaction, les abonnements aux agences d'actualités, le règlement d'ordre intérieur de TVi du 1^{er} janvier 1989, la liste des membres possédant une carte de presse (58), un document intitulé « Incidents et droit de réponse », le code de déontologie relatif à la diffusion d'émissions télévisées comprenant des scènes de violence, une note relative à la politique de programmation.

L'opérateur diffuse deux éditions quotidiennes d'information, à 13 heures et à 19 heures, d'une durée moyenne supérieure à 20 minutes. Ces journaux d'information sont réalisés en production propre par des journalistes professionnels.

8. ACHATS DE PROGRAMMES

(article 5 de la convention)

TVi s'engage à acquérir en priorité et chaque fois que c'est réalisable les droits de diffusion de programmes produits en Communauté française à un producteur ou à un distributeur indépendant de la Communauté française.

TVi précise avoir acheté 6.509 heures de programmes de fiction.

Ces achats se font, principalement, auprès de deux fournisseurs situés en région bilingue de Bruxelles-Capitale. TVi déclare n'avoir aucune représentation dans les organes de ces sociétés.

Le Comité d'accompagnement du protocole d'accord relatif aux coproductions et commandes de programmes a eu l'occasion d'apprécier l'indépendance de ces deux producteurs.

9. HEURES DE PROGRAMMES

(article 6 de la convention)

TVi s'est engagé à diffuser, dans la mesure du possible, ses programmes 24 heures sur 24.

Pour cet exercice, TVi a diffusé, en moyenne journalière, 18 heures de programmes.

10. DIFFUSION D'ŒUVRES MUSICALES DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

(article 7 de la convention)

TVi s'est engagé à mettre en valeur dans sa programmation les œuvres musicales de compositeurs, d'artistes-interprètes et de producteurs de la Communauté française.

TVi déclare avoir diffusé 3 heures 24 minutes et 5 secondes d'œuvres musicales « d'artistes-compositeurs-interprètes-producteurs belges francophones » en 1998.

Le Collège d'autorisation et de contrôle déplore le peu d'empressement de TVi de valoriser les œuvres musicales de la Communauté française dans ses programmes.

11. EMPLOI

(article 8 de la convention)

TVi a déclaré en 1995, 182 emplois à temps plein et s'est engagé à tout mettre en œuvre pour annuellement, maintenir, et, si possible, augmenter, ce nombre d'emplois à temps plein pour la durée de la convention. En tout état de cause, TVI s'est engagé à assurer un minimum de 150 emplois à temps plein pour la durée de la convention.

TVi déclare employer, à la fin de l'exercice 1999, 215 équivalent temps plein.

12. PROGRAMMATION

(article 24bis du décret et article 13, alinéa 2 de la convention)

TVi s'est engagé à communiquer au Gouvernement annuellement un rapport distinct du rapport visé à l'article 17, relatif à l'application du code de déontologie, mettant en exergue les problèmes rencontrés et les réponses apportées.

Le Collège d'autorisation et de contrôle constate que l'opérateur a maintenu le dispositif présenté lors du précédent rapport :

- annonces des programmes de télévision, dans la presse écrite ;
- speakerines à l'antenne ;
- panneaux de présentation du film avec mentions.

TVi doit, en exécution du décret, assurer en principe, dans sa programmation une proportion majoritaire d'œuvres européennes.

TVi a fourni pour ses deux chaînes, distinctement, les chiffres relatifs aux quotas d'œuvres européennes, d'œuvres européennes émanant de producteurs indépendants d'organismes de radiodiffusion télévisuelle et d'œuvres récentes.

Les articles 4 et 5 de la directive « Télévision sans frontières » du 3 octobre 1989 (89/552/CE) et l'article 24bis § 1^{er}, alinéa 2 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel préconisent une proportion d'œuvres européennes et d'œuvres de producteurs indépendants dans la programmation des organismes de radiodiffusion télévisuelle.

Sur cette base, le Collège d'autorisation et de contrôle a estimé, en sa séance du 6 mai 1998, que l'examen de la réalisation des obligations en matière de proportion d'œuvres européennes doit se faire globalement.

TVi

Proportion d'œuvres européennes	55,29 %
Proportion d'œuvres indépendantes	21,02 %
Œuvres récentes	9,4 %

Sur base d'un sondage réalisé par TVi du 4 janvier 1999 au 10 janvier 1999, du 3 mai 1999 au 9 mai 1999, du 6 septembre 1999 au 12 septembre 1999, du 4 octobre 1999 au 10 octobre 1999 et d'un contrôle effectué par le secrétariat afin de vérifier l'origine de différentes séquences de programmes, il apparaît que l'organisme respecte les dispositions relatives à la diffusion d'œuvres européennes du fait qu'elle diffuse une proportion d'œuvres européennes supérieure aux 41,6 % imposés par la clause de non-recul.

13. TÉLÉ-ACHAT

(Autorisation du Ministre de l'audiovisuel du 25 octobre 1993, article 2 de l'arrêté du 30 septembre 1999 donnant autorisation à la SA TVi de diffuser des programmes de télé-achat)

TVi a fourni :

- la liste des produits et services offerts à la vente, à l'achat et à la location ainsi que le nom des fournisseurs;
- les jours et heures de diffusion des programmes de télé-achat :
 - entre le 1^{er} janvier 1999 et le 6 décembre 1999 : 2 x 30 minutes du lundi au samedi à 11 h 50 et 13 h 35;
 - entre le 6 décembre 1999 et le 31 décembre 1999 : 4 x 30 minutes du lundi au samedi à 11 h 20; 11 h 50; 13 h 35; 14 h 05.
- le chiffre d'affaires brut hors taxes (retours non déduits): 312.788.545 BEF.

14. CONCLUSIONS

Le Collège d'autorisation et de contrôle souligne que l'opérateur a transmis ses différents rapports en dehors des délais prévus à l'article 17 de la convention du 6 janvier 1997 et à l'article 2 de l'arrêté du 30 septembre 1999. Il réitère sa demande à l'opérateur de communiquer simultanément l'ensemble des rapports qu'il est tenu de rédiger.

Les engagements relatifs aux prestations extérieures, aux commandes de programmes et aux achats de programmes qui recouvrent une même réalité sont respectivement exprimés en francs, en durée et en pourcentage de programmation. Le Collège d'autorisation et de contrôle relève l'importance de ces engagements auprès des sociétés Keynews et Newscom du groupe AB. Il rappelle le contenu de l'article 4 de la convention du 6 janvier 1997 qui, en matière de commandes de programmes, précise qu'il faut entendre par « producteur indépendant » toute « *personne physique ou morale, dont la résidence ou le siège social et le siège d'exploitation sont situés en région wallonne ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale et*

- *qui dispose d'une personnalité juridique distincte de celle d'un radiodiffuseur ;*
- *dont le capital social n'est pas détenu à plus de 15 % par un radiodiffuseur ;*
- *qui n'est pas placé sous l'autorité d'un pouvoir public ;*
- *qui ne retire pas plus de 90 % de son chiffre d'affaires, durant une période de trois ans, de la fourniture de programmes à un même radiodiffuseur ».*

Le Collège d'autorisation et de contrôle attire l'attention de TVi sur le fait que Newscom retire plus de 90 % de son chiffre d'affaires, de la fourniture de programmes qui lui sont facturés. Cette situation sera appréciée sur trois ans.

Nonobstant les remarques formulées ci-dessus, la convention conclue le 6 janvier 1997 entre la Communauté française et la SA TVi pour l'exploitation d'une télévision privée de la Communauté française, est respectée.

Fait à Bruxelles, le 25 avril 2001.